

GENFIT

Société Anonyme à Conseil d'Administration
Au capital de 12.465.620,75 euros
Siège social : Parc Eurasanté, 885 Avenue Eugène Avinée, 59120 Loos
424 341 907 R.C.S. Lille Métropole

PROCÈS-VERBAL DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE ET EXTRAORDINAIRE

DU 22 MAI 2024

L'an deux mille vingt-quatre,
le vingt-deux mai,
à dix heures,

les actionnaires de la société Genfit (la « **Société** ») se sont réunis en Assemblée Générale Ordinaire et Extraordinaire, dans les locaux de la Faculté des Sciences Pharmaceutiques et Biologiques de Lille situés sur le Parc Eurasanté, 3 rue du Professeur Laguesse à Lille (59000), sur convocation du Conseil d'Administration (l' « **Assemblée Générale** »).

Les actionnaires ont été convoqués conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.

Il a été établi une feuille de présence qui a été émargée par chaque actionnaire en entrant en séance. Sont annexés à la feuille de présence les pouvoirs donnés à chaque mandataire et les formulaires de vote par correspondance.

Assistent également à la réunion :

- La Société EY, représentée par Madame Sandrine Ledez, Co-Commissaire aux comptes titulaire, régulièrement convoqué ;
- Madame Edith Bouey, Représentant du personnel de Genfit ;

La Société Grant Thornton, représentée par Monsieur Samuel Clochard, Co-Commissaire aux comptes titulaire, régulièrement convoqué, est excusée.

Monsieur Carl-Stéfan Piétin, Représentant du personnel de Genfit, régulièrement convoqué, est excusé.

Le Président du Conseil d'Administration, Président de séance, accueille les actionnaires ou représentants des actionnaires, puis procède à la constitution du bureau. Eu égard au nombre de voix qu'ils représentent, il propose à la société Ipsen en la personne de Madame Sandra Silvestri d'une part, et à la société Biotech Avenir en la personne de son Président, Monsieur Jean-François Mouney d'autre part, d'intervenir en tant que scrutateurs. Monsieur Jean-François Mouney déclinant cette invitation, la société Ipsen en la personne de Madame Sandra Silvestri et l'Université de Lille en la personne de Madame Stéphanie Damarey, les deux actionnaires présents et acceptants disposant tant pour eux-mêmes que par les pouvoirs qui leur sont conférés du plus grand nombre de voix, sont appelés comme scrutateurs. Monsieur Laurent Lannoo est proposé comme secrétaire, ce qu'il accepte.

La feuille de présence a été vérifiée, arrêtée et certifiée exacte par le bureau sur la base des éléments recueillis par Uptevia et son prestataire MMA, centralisateurs de l'Assemblée Générale mandatés par la Société. Il en résulte que les actionnaires présents, représentés ou ayant voté par correspondance totalisent 13.540.573 actions pour le volet ordinaire et 13.540.153 actions pour le volet extraordinaire sur les 49.693.183 actions ayant le droit de participer au vote, correspondant aux 49.862.483 actions composant le capital social après déduction des 169.300 actions auto détenues dans le cadre du contrat de liquidité en cours. Concernant le volet ordinaire, ces 13.540.573 actions représentent 19.869.527 droits de vote ; concernant le volet extraordinaire, ces 13.540.153 actions représentent 19.869.107 droits de vote. En conséquence, le quorum atteignant 27,25% des actions ayant droit de vote, l'Assemblée Générale est régulièrement constituée et peut valablement délibérer.

Le Président de séance dépose sur le bureau et met à la disposition de l'Assemblée :

- un exemplaire de l'avis de réunion valant convocation publié au Bulletin des Annonces Légales Obligatoires le 15 avril 2024 ;
- un exemplaire de l'avis de réunion valant convocation publié dans le journal la Voix du Nord du 3 mai 2024 ;
- un exemplaire de la lettre de convocation adressée aux actionnaires titulaires de titres nominatifs ;
- la copie et le récépissé postal d'avis de réception des lettres de convocation adressées aux Commissaires aux comptes ;
- les statuts de la Société ;
- la feuille de présence à l'Assemblée ;
- les pouvoirs des actionnaires représentés par des mandataires ainsi que les formulaires de vote par correspondance ;
- les comptes sociaux annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2023 établis selon les normes françaises en conformité avec le Code de Commerce ;
- les comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2023 établis selon les normes comptables internationales IFRS ;
- le rapport de gestion du Conseil d'Administration sur l'activité de la Société et sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2023 et le rapport de gestion du groupe ;
- le rapport du Conseil d'Administration sur le gouvernement d'entreprise ;
- le rapport du Conseil d'Administration sur les éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature versés ou attribués aux mandataires sociaux de la Société au titre de l'exercice 2023, ainsi que sur les principes et critères de détermination, de répartition et d'attribution de la rémunération des mandataires sociaux pour l'exercice 2024 ;
- le rapport spécial du Conseil d'Administration sur les options de souscription ou d'achat d'actions conformément à l'article L.225-184 du Code de commerce ;
- le rapport spécial du Conseil d'Administration sur les attributions gratuites d'actions conformément à l'article L.225-197-4 du Code de commerce ;

- le tableau récapitulatif des délégations de compétence et de pouvoirs qui ont été accordées par l'Assemblée Générale au Conseil d'Administration dans le domaine des augmentations de capital en application de l'article L.225-129-1 et suivants du Code de commerce ;
- le rapport complémentaire du Conseil d'Administration relatif aux usages de délégations de compétence accordées par l'Assemblée Générale en application de l'article R.225-116 du Code de commerce ;
- le rapport du Conseil d'Administration sur les projets de résolutions soumis à l'Assemblée ;
- les rapports des Commissaires aux comptes sur les comptes, sur les conventions réglementées, sur les augmentations de capital réalisées ;
- les rapports des Commissaires aux comptes assortissant les projets de résolutions relatifs aux délégations de pouvoirs aux fins d'augmentation du capital et à la délégation de pouvoir à l'effet de réduire le capital social ;
- le texte des résolutions proposées à l'Assemblée.

Puis le Président déclare que tous les documents et renseignements prévus par la loi et les règlements et devant être communiqués aux actionnaires ont été tenus à leur disposition, au siège social, à compter de la convocation de l'Assemblée, et que la Société a fait droit, dans les conditions légales, aux demandes de communication dont elle a été saisie. L'Assemblée lui donne acte de cette déclaration.

Le Président de séance déclare ensuite que l'Assemblée est appelée à délibérer comme suit sur les questions figurant à l'ordre du jour.

De la compétence de l'Assemblée Générale Ordinaire :

- Présentation du rapport de gestion du Conseil d'Administration sur l'activité de la Société et sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2023, du rapport général des Commissaires aux comptes sur les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2023 ;
- Présentation du rapport consolidé de gestion du Conseil d'Administration et lecture du rapport général des Commissaires aux comptes sur les comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2023 ;
- Présentation du rapport du Conseil d'Administration sur le gouvernement d'entreprise ;
- Approbation des comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2023 (Résolution n°1) ;
- Approbation des comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2023 (Résolution n°2) ;
- Affectation du résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2023 (Résolution n°3) ;
- Rapport spécial des Commissaires aux comptes sur les conventions règlementées (Résolution n°4) ;
- Lecture du rapport spécial du Conseil d'Administration sur les options de souscription ou d'achat d'actions conformément à l'article L. 225-184 du Code de commerce ;
- Lecture du rapport spécial du Conseil d'Administration sur les attributions gratuites d'actions conformément à l'article L. 225-197-4 du Code de commerce ;
- Lecture du tableau récapitulatif des délégations de compétence et de pouvoirs qui ont été accordées par l'assemblée générale au Conseil d'Administration dans le domaine des

augmentations de capital en application des articles L. 225-129-1, L. 225-129-2, L. 225-129-5, L. 225-129-6 et L. 22-10-49 et suivants du Code de commerce ;

- Lecture du rapport complémentaire du Conseil d'Administration relatif aux usages de délégations de compétence accordées par l'assemblée générale en application de l'article R. 225-116 du Code de commerce ;
- Renouvellement du mandat de Commissaire aux comptes de Ernst & Young et Autres (Résolution n°5) ;
- Renouvellement du mandat de Commissaire aux comptes suppléant de Auditex (pour autant que la résolution n°28 ne soit pas adoptée) (Résolution n°6) ;
- Renouvellement du mandat de Commissaire aux comptes de Grant Thornton (Résolution n°7) ;
- Renouvellement du mandat de Commissaire aux comptes suppléant de Institut Gest Expert Comptable - IGEC (pour autant que la résolution n°28 ne soit pas adoptée) (Résolution n°8) ;
- Approbation des informations relatives aux éléments de rémunération versés au cours de l'exercice 2023, ou attribués au titre du même exercice, à l'ensemble des mandataires sociaux de la Société (Résolution n°9) ;
- Approbation des éléments de rémunération versés au cours de l'exercice 2023, ou attribués au titre du même exercice, au Président du Conseil d'Administration de la Société (Résolution n°10) ;
- Approbation des éléments de rémunération versés au cours de l'exercice 2023, ou attribués au titre du même exercice, au Directeur Général de la Société (Résolution n°11) ;
- Approbation de la politique de rémunération attribuable au titre de l'exercice 2024 à l'ensemble des mandataires sociaux de la Société (Résolution n°12) ;
- Approbation de la politique de rémunération attribuable au titre de l'exercice 2024 au Président du Conseil d'Administration de la Société (Résolution n°13) ;
- Approbation de la politique de rémunération attribuable au titre de l'exercice 2024 au Directeur Général de la Société (Résolution n°14) ;
- Approbation de la politique de rémunération attribuable au titre de l'exercice 2024 aux Administrateurs de la Société (Résolution n°15) ;
- Autorisation de rachat par la Société de ses propres actions (Résolution n°16) ; et
- Pouvoirs pour l'accomplissement des formalités (Résolution n°29).

De la compétence de l'Assemblée Générale Extraordinaire :

- Délégation de compétence consentie au Conseil d'Administration à l'effet d'émettre des actions ordinaires de la Société et/ou des valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société, avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires, dans le cadre d'une offre au public autre que celle visée par le 1° de l'article L. 411-2 du Code monétaire et financier (Résolution n°17) ;
- Délégation de compétence consentie au Conseil d'Administration à l'effet d'émettre, avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires, des actions ordinaires de la Société et/ou des valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société, dans le cadre d'une offre visée par le 1° de l'article L. 411-2 du Code monétaire et financier, dite « placement privé » (Résolution n°18) ;
- Détermination du prix d'émission des actions ordinaires et/ou de toutes valeurs mobilières

- donnant accès au capital de la Société, en cas de suppression du droit préférentiel de souscription dans le cadre des résolutions n°18 et 17 ci-dessus (Résolution n°19) ;
- Délégation de compétence consentie au Conseil d'Administration à l'effet d'émettre des actions ordinaires de la Société et/ou des valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société, avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires et au profit de catégories de personnes (Résolution n°20) ;
 - Délégation de compétence consentie au Conseil d'Administration à l'effet d'émettre des actions ordinaires et/ou des valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société, en rémunération d'apports en nature constitués de titres de capital ou de valeurs mobilières donnant accès au capital (Résolution n°21) ;
 - Délégation de pouvoir consentie au Conseil d'Administration en vue d'annuler tout ou partie des actions détenues en propre par la Société, au titre de l'autorisation de rachat d'actions (Résolution n°22) ;
 - Autorisation consentie au Conseil d'Administration en vue de consentir des options de souscription et/ou d'achat d'actions (Résolution n°23) ;
 - Autorisation consentie au Conseil d'Administration pour procéder à des attributions d'actions gratuites existantes ou à émettre (Résolution n°24) ;
 - Délégation de compétence consentie au Conseil d'Administration à l'effet d'émettre des actions ordinaires et/ou des valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société au profit des adhérents à un plan d'épargne entreprise (Résolution n°25) ;
 - Modification de l'article 4.2 des statuts de la Société à l'effet de compléter la description de sa raison d'être (Résolution n°26) ;
 - Modification de l'article 18 II des statuts de la Société à l'effet de faciliter la tenue des réunions du Conseil d'administration (Résolution n°27) ; et
 - Modification de l'article 26 des statuts de la Société à l'effet de supprimer l'obligation statutaire de désigner un ou plusieurs Commissaires aux comptes suppléants (Résolution n°28).

^^^

Premier volet de la séance de la compétence de l'Assemblée Générale Ordinaire

Le Président de séance donne la parole au Directeur Général de la Société qui présente les principaux faits marquants de l'activité au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2023 et les principaux événements postérieurs à la clôture de cet exercice. Il présente également la situation de la Société et ses perspectives.

Puis le Président de séance ouvre la discussion générale sur ces premiers exposés.

Un échange s'engage avec des actionnaires sur le marché du diagnostic et les perspectives financières que représente ce type de marché. Le Président et le Directeur Général précisent que, concernant le marché du diagnostic, les enjeux et les perspectives financières sont significativement inférieurs à ceux du marché de la commercialisation des médicaments.

Un actionnaire demande si la Société pourrait envisager de reprendre le développement de produits dans la NASH/MASH en partenariat avec Ipsen. Le Directeur Général et le Président répondent que

la Société n'envisage pas cette option, à la fois pour des motifs financiers et eu égard au champ concurrentiel des molécules approuvées et en cours de développement.

Un actionnaire demande si Ipsen s'organise d'ores et déjà opérationnellement pour le lancement de la commercialisation d'élafibranor dans la PBC en cas de décision favorable des autorités réglementaires saisies des demandes d'autorisation sur le marché. Le Directeur Général rappelle que Ipsen a déjà communiqué publiquement, lors de son *market day* de décembre 2023, qu'elle se préparait et s'organisait d'ores et déjà dans la perspective de cet éventuel lancement commercial sur plusieurs marchés. Le Directeur Général ajoute qu'il a pu constater cette préparation et la motivation d'Ipsen à l'occasion des travaux de transition réalisés en commun et notamment dans le cadre des réunions du comité de pilotage du développement d'elafibranor. Il précise à cette occasion que l'acquisition de CymaBay par Gilead intervenue en 2024 pourrait témoigner d'une perspective de croissance du marché dans la PBC potentiellement plus importante que celle initialement estimée, notamment au vu du prix payé par Gilead pour l'acquisition de Cymabay. Le Directeur Général rappelle sa confiance en la capacité d'Ipsen à commercialiser élafibranor et précise que, au regard des standards observés dans le secteur, les dépôts des demandes d'autorisation de mise sur le marché auprès des autorités réglementaires ont été réalisées dans de très bons délais.

Le Président de séance conclut en réaffirmant sa confiance dans les perspectives qui ont été présentées par Ipsen et dans ses capacités commerciales ; et ce malgré l'éventuelle concurrence de Gilead.

En l'absence d'autres questions sur ces premiers exposés, le Président de séance donne alors la parole au Directeur Administratif et Financier de la Société qui présente les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2023 puis au représentant de la Société EY, Co-commissaire aux comptes de la Société qui présente, au nom du collège des Commissaires aux comptes de la Société, leurs rapports généraux sur les comptes sociaux et consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2023.

Le Président de séance ouvre ensuite la discussion générale sur ces deux exposés et au-delà sur tout autre élément relaté dans les différents rapports du Conseil d'Administration mis à disposition des actionnaires préalablement à l'Assemblée Générale sur la gestion, les performances extra-financières et la gouvernance de la Société.

Personne ne prenant la parole, le Président de séance présente alors les rapports spéciaux du Conseil d'Administration sur les options de souscription et/ou d'achats d'actions, sur les actions gratuites et le rapport sur l'état et l'usage des délégations de compétences accordées par l'Assemblée Générale au Conseil d'Administration. Puis il ouvre la discussion générale sur ces rapports.

Personne ne prenant la parole et après avoir au préalable rappelé de façon synthétique leurs objets, le Président de séance met successivement aux voix les résolutions 1, 2 et 3 inscrites à l'ordre du jour.

PREMIERE RESOLUTION

Approbation des comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2023

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'Administration sur les comptes annuels de la Société et du rapport des Commissaires aux comptes sur l'exercice clos le 31 décembre 2023, approuve, tels qu'ils lui sont présentés, les comptes annuels dudit exercice établis selon les normes françaises en conformité avec le Code du commerce, faisant ressortir une perte nette de 20.186.528 euros.

L'Assemblée Générale approuve également les opérations traduites dans ces comptes annuels ou résumées dans ces rapports.

En application des articles 223 quater et 223 quinquies du Code général des impôts, l'Assemblée Générale constate l'absence de dépenses et charges non déductibles des bénéficiaires assujettis à l'impôt sur les sociétés visées à l'article 39.4 du Code général des impôts.

Après en avoir délibéré, l'Assemblée Générale donne aux membres du Conseil d'Administration et aux Commissaires aux comptes quitus entier et sans réserve de l'exécution de leur mandat pour l'exercice clos le 31 décembre 2023.

Cette résolution, mise aux voix des actionnaires présents et représentés, est adoptée comme suit :

- **19.171.919 voix pour ;**
- **471.925 voix contre ;**
- **225.683 voix d'abstention**

Soit à 97,60 % des voix participant au vote.

DEUXIEME RESOLUTION

Approbation des comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2023

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'Administration et du rapport des Commissaires aux comptes sur l'exercice clos le 31 décembre 2023, approuve, tels qu'ils lui sont présentés, les comptes consolidés dudit exercice établis selon les normes internationales d'information financière et les normes comptables IFRS, faisant ressortir une perte nette de 28.894.415 euros, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes ou résumées dans ces rapports.

Après en avoir délibéré, l'Assemblée Générale donne aux membres du Conseil d'Administration et aux Commissaires aux comptes quitus entier et sans réserve de l'exécution de leur mandat pour l'exercice clos le 31 décembre 2023.

Cette résolution, mise aux voix des actionnaires présents et représentés, est adoptée comme suit :

- **19.553.319 voix pour ;**
- **90.355 voix contre ;**
- **225.853 voix d'abstention**

Soit à 99,54 % des voix participant au vote.

TROISIEME RESOLUTION

Affectation du résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2023

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, approuve la proposition du Conseil d'Administration relative à l'affectation du résultat de l'exercice 2023 et décide en conséquence d'affecter le résultat net de l'exercice clos le 31 décembre 2023 de la manière suivante :

ORIGINE

Résultat déficitaire net de l'exercice clos le 31 décembre 2023 20.186.528 €

AFFECTATION

Dotation au poste « Report à nouveau », pour un montant de 20.186.528 €

Lequel report à nouveau passera ainsi de 349.980.598 € à 370.167.126 €.

L'Assemblée Générale prend acte, conformément à l'article 243 bis du Code général des impôts, qu'il n'y a eu à ce jour aucune distribution de dividendes au cours des trois exercices précédents.

Cette résolution, mise aux voix des actionnaires présents et représentés, est adoptée comme suit :

- **19.526.945 voix pour ;**
- **108.109 voix contre ;**
- **234.473 voix d'abstention**

Soit à 99,45 % des voix participant au vote.

Le Président de séance donne alors la parole au représentant de la Société EY, Co-Commissaire aux comptes de la Société qui présente, au nom du collège des Commissaires aux comptes de la Société, leur rapport spécial sur les conventions réglementées.

Puis il ouvre la discussion générale sur ce rapport.

Personne ne prenant la parole et après avoir au préalable rappelé de façon synthétique son objet, le Président de séance met aux voix la résolution n°4 inscrite à l'ordre du jour.

QUATRIEME RESOLUTION

Rapport spécial des Commissaires aux comptes sur les conventions règlementées

Après en avoir délibéré, l'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires, connaissance prise du contenu du rapport établi par les Commissaires aux comptes en application des articles L. 225-38 et L. 225-40 du Code de commerce, prend acte des conclusions dudit rapport et approuve la nouvelle convention qui y est mentionnée conformément à l'article L. 225-38 du Code de commerce.

Cette résolution, mise aux voix des actionnaires présents et représentés, est adoptée comme suit :

- **11.580.780 voix pour ;**
- **98.492 voix contre ;**

- **219.777 voix d'abstention**

Soit à 99,16 % des voix participant au vote.

Le Président de séance présente ensuite les résolutions suivantes relatives aux renouvellements des mandats des Commissaires aux comptes titulaires et suppléants (résolutions n° 5 à 8), en précisant qu'un appel d'offre a été réalisé en amont de la décision du Conseil d'Administration, prise sur recommandation du Comité d'Audit, de proposer leurs renouvellements à l'Assemblée Générale.

Concernant le renouvellement des Commissaires aux comptes suppléants, le Président de séance indique qu'il sera proposé plus tard lors de cette Assemblée, au titre du projet de résolution n°28 du volet extraordinaire, de modifier l'article 26 des statuts de la Société en vue de supprimer l'obligation de nommer des Commissaires aux comptes suppléants ; cela étant permis depuis par la loi Sapin 2 votée en 2016, lorsque les Commissaires aux comptes titulaires sont des personnes morales pluripersonnelles. Il explique ainsi que les résolutions n°6 et 8 deviendraient sans effet, quand bien même elles auraient été adoptées, si la résolution n°28 était également adoptée.

Puis le Président de séance invite les actionnaires à poser leurs questions sur ces projets de résolutions.

Personne ne prenant la parole et après avoir au préalable rappelé de façon synthétique leurs objets, le Président de séance met aux voix les résolutions n°5 à 8 inscrites à l'ordre du jour.

CINQUIEME RESOLUTION

Renouvellement du mandat de Commissaire aux comptes de Ernst & Young et Autres

Après avoir constaté l'expiration du mandat de la société Ernst & Young et Autres, Commissaire aux comptes, l'Assemblée Générale, après en avoir délibéré, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires, décide de renouveler le mandat de Commissaire aux comptes de la société Ernst & Young et Autres, 1-2 place des Saisons – 92400 Courbevoie – Paris La Défense 1, pour une durée de six (6) exercices, soit jusqu'à l'issue de l'Assemblée Générale qui statuera sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2029.

Cette résolution, mise aux voix des actionnaires présents et représentés, est adoptée comme suit :

- **19.414.932 voix pour ;**
- **207.293 voix contre ;**
- **247.302 voix d'abstention**

Soit à 98,94 % des voix participant au vote.

SIXIEME RESOLUTION

Renouvellement du mandat de Commissaire aux comptes suppléant de Auditex (pour autant que la Résolution n°28 ne soit pas adoptée)

Après avoir constaté l'expiration du mandat de la société Auditex, Commissaire aux comptes suppléant, l'Assemblée Générale, après en avoir délibéré, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires, sous réserve que la Résolution n°28

ci-dessous ne soit pas adoptée, décide de renouveler le mandat de Commissaire aux comptes suppléant de la société Auditex, 1-2 place des Saisons – 92400 Courbevoie – Paris La Défense 1, pour une durée de six (6) exercices, soit jusqu'à l'issue de l'Assemblée Générale qui statuera sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2029.

Cette résolution, mise aux voix des actionnaires présents et représentés, est adoptée comme suit :

- **19.433.794 voix pour ;**
- **144.824 voix contre ;**
- **290.909 voix d'abstention**

Soit à 99,26 % des voix participant au vote.

SEPTIEME RESOLUTION

Renouvellement du mandat de Commissaire aux comptes de Grant Thornton

Après avoir constaté l'expiration du mandat de la société Grant Thornton, Commissaire aux comptes, l'Assemblée Générale, après en avoir délibéré, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires, décide de renouveler le mandat de Commissaire aux comptes de la société Grant Thornton, 29, rue du Pont – 92200 Neuilly sur Seine, pour une durée de six (6) exercices, soit jusqu'à l'issue de l'Assemblée Générale qui statuera sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2029.

Cette résolution, mise aux voix des actionnaires présents et représentés, est adoptée comme suit :

- **19.514.602 voix pour ;**
- **103.121 voix contre ;**
- **251.804 voix d'abstention**

Soit à 99,47 % des voix participant au vote.

HUITIEME RESOLUTION

Renouvellement du mandat de Commissaire aux comptes suppléant de Institut Gest Expert Comptable - IGEC (pour autant que la Résolution n°28 ne soit pas adoptée)

Après avoir constaté l'expiration du mandat de la société Institut Gest Expert Comptable - IGEC, Commissaire aux comptes suppléant, l'Assemblée Générale, après en avoir délibéré, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires, sous réserve que la Résolution n°28 ci-dessous ne soit pas adoptée, décide de renouveler le mandat de Commissaire aux comptes suppléant de la société Institut Gest Expert Comptable - IGEC, 22, Rue Garnier 92200 - Neuilly-sur-Seine, pour une durée de six (6) exercices, soit jusqu'à l'issue de l'Assemblée Générale qui statuera sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2029.

Cette résolution, mise aux voix des actionnaires présents et représentés, est adoptée comme suit :

- **19.433.129 voix pour ;**

- **173.398 voix contre ;**
- **263.000 voix d'abstention**

Soit à 99,12 % des voix participant au vote.

Le Président de séance donne ensuite la parole à Monsieur Eric Baclet, Vice-Président du Conseil d'Administration de la Société et Président de son Comité des Nominations et Rémunérations, qui évoque les éléments de rémunérations et avantages de toute nature octroyés aux mandataires sociaux de la Société au titre de l'exercice 2023 puis la politique de rémunération de ces mêmes mandataires sociaux pour l'exercice 2024.

Puis le Président de séance ouvre la discussion générale sur ces éléments de rémunérations et avantages.

Un actionnaire engage un échange sur le panel utilisé pour l'élaboration des rémunérations des mandataires sociaux et notamment le fait que celui-ci inclut des sociétés américaines. Le Président de séance précise que les montants proposés par la Société restent nettement en deçà de ce qui est pratiqué par les Sociétés américaines comparables.

Personne d'autre ne prenant la parole et après avoir au préalable rappelé de façon synthétique leurs objets, le Président de séance met successivement aux voix les résolutions n°9 à 15 inscrites à l'ordre du jour.

NEUVIEME RESOLUTION

Approbation des informations relatives aux éléments de rémunération versés au cours de l'exercice 2023, ou attribués au titre du même exercice, à l'ensemble des mandataires sociaux de la Société

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des Assemblées Générales Ordinaires, connaissance prise des informations figurant au chapitre 3.2 du Document d'Enregistrement Universel 2023 de la Société, approuve, conformément au I de l'article L. 22-10-34 du Code de commerce, les informations mentionnées au I de l'article L. 22-10-9 du Code de commerce.

Cette résolution, mise aux voix des actionnaires présents et représentés, est adoptée comme suit :

- **19.309.523 voix pour ;**
- **406.416 voix contre ;**
- **153.588 voix d'abstention**

Soit à 97,94 % des voix participant au vote.

DIXIEME RESOLUTION

Approbation des éléments de rémunération versés au cours de l'exercice 2023, ou attribués au titre du même exercice, au Président du Conseil d'Administration de la Société

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des Assemblées Générales Ordinaires, connaissance prise des informations figurant au chapitre 3.2 du Document

d'Enregistrement Universel 2023 de la Société, approuve, conformément au II de l'article L. 22-10-34 du Code de commerce, les éléments de rémunération versés au cours de l'exercice 2023, ou attribués au titre du même exercice, au Président du Conseil d'Administration de la Société.

Cette résolution, mise aux voix des actionnaires présents et représentés, est adoptée comme suit :

- ***19.004.774 voix pour ;***
- ***496.251 voix contre ;***
- ***315.508 voix d'abstention***

Soit à 97,46 % des voix participant au vote.

ONZIEME RESOLUTION

Approbation des éléments de rémunération versés au cours de l'exercice 2023, ou attribués au titre du même exercice, au Directeur Général de la Société

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des Assemblées Générales Ordinaires, connaissance prise des informations figurant au chapitre 3.2 du Document d'Enregistrement Universel 2023 de la Société, approuve, conformément au II de l'article L. 22-10-34 du Code de commerce, les éléments de rémunération versés au cours de l'exercice 2023, ou attribués au titre du même exercice, au Directeur Général de la Société.

Cette résolution, mise aux voix des actionnaires présents et représentés, est adoptée comme suit :

- ***19.155.598 voix pour ;***
- ***432.446 voix contre ;***
- ***250.783 voix d'abstention***

Soit à 97,79 % des voix participant au vote.

DOUZIEME RESOLUTION

Approbation de la politique de rémunération attribuable au titre de l'exercice 2024 à l'ensemble des mandataires sociaux de la Société

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires, en application de l'article L. 22-10-8 du Code de commerce, connaissance prise des informations figurant au chapitre 3.2 du Document d'Enregistrement Universel 2023 de la Société, approuve, conformément au II de l'article L. 22-10-8 du Code de commerce, la politique de rémunération attribuable au titre de l'exercice 2024 à l'ensemble des mandataires sociaux.

Cette résolution, mise aux voix des actionnaires présents et représentés, est adoptée comme suit :

- ***18.937.898 voix pour ;***
- ***541.750 voix contre ;***

- **389.879 voix d'abstention**

Soit à 97,22 % des voix participant au vote.

TREIZIEME RESOLUTION

Approbation de la politique de rémunération attribuable au titre de l'exercice 2024 au Président du Conseil d'Administration de la Société

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires, en application de l'article L. 22-10-8 du Code de commerce, connaissance prise des informations figurant au chapitre 3.2 du Document d'Enregistrement Universel 2023 de la Société, approuve, conformément au II de l'article L. 22-10-8 du Code de commerce, les éléments relatifs à la politique de rémunération des mandataires sociaux attribuables au titre de l'exercice 2023 au Président du Conseil d'Administration de la Société.

Cette résolution, mise aux voix des actionnaires présents et représentés, est adoptée comme suit :

- **18.912.691 voix pour ;**
- **502.902 voix contre ;**
- **400.940 voix d'abstention**

Soit à 97,41 % des voix participant au vote.

QUATORZIEME RESOLUTION

Approbation de la politique de rémunération attribuable au titre de l'exercice 2024 au Directeur Général de la Société

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires, en application de l'article L. 22-10-8 du Code de commerce, connaissance prise des informations figurant au chapitre 3.2 du Document d'Enregistrement Universel 2023 de la Société, approuve, conformément au II de l'article L. 22-10-8 du Code de commerce, les éléments relatifs à la politique de rémunération des mandataires sociaux attribuables au titre de l'exercice 2024 au Directeur Général de la Société.

Cette résolution, mise aux voix des actionnaires présents et représentés, est adoptée comme suit :

- **19.065.888 voix pour ;**
- **433.516 voix contre ;**
- **339.423 voix d'abstention**

Soit à 97,78 % des voix participant au vote.

QUINZIEME RESOLUTION

Approbation de la politique de rémunération attribuable au titre de l'exercice 2024 aux Administrateurs de la Société

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requise par les Assemblées Générales Ordinaires, connaissance prise des informations figurant au chapitre 3.2 du Document d'Enregistrement Universel 2023 de la Société, approuve, conformément au II de l'article L. 22-10-8 du Code de commerce, les éléments relatifs à la politique de rémunération des mandataires sociaux attribuables au titre de l'exercice 2024 aux Administrateurs de la Société.

Cette résolution, mise aux voix des actionnaires présents et représentés, est adoptée comme suit :

- ***18.906.308 voix pour ;***
- ***554.190 voix contre ;***
- ***409.029 voix d'abstention***

Soit à 97,15 % des voix participant au vote.

Le Président de séance redonne ensuite la parole au Directeur Administratif et Financier de la Société qui présente la résolution suivante relative au programme de rachat de ses propres actions de la Société.

Puis il ouvre la discussion générale sur cette proposition.

Personne ne demandant la parole, le Président de séance met aux voix la résolution n°16 inscrite à l'ordre du jour.

SEIZIEME RESOLUTION

Autorisation de rachat par la Société de ses propres actions

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des Assemblées Générales Ordinaires, après en avoir délibéré et connaissance prise du rapport du Conseil d'Administration, autorise le Conseil d'Administration, avec faculté de subdélégation, dans les conditions prévues aux articles L. 22-10-62 et suivants du Code de commerce, à acheter des actions de la Société dans le cadre de la mise en œuvre d'un programme de rachat d'actions.

L'Assemblée Générale décide que :

- le prix maximal d'achat (hors frais) par action est fixé à 25 euros, étant précisé que, conformément aux dispositions du Règlement européen n°2016/1052 du 8 mars 2016, la Société ne pourra pas acheter des actions à un prix supérieur à la plus élevée des deux valeurs suivantes : le dernier cours coté résultant de l'exécution d'une transaction à laquelle la Société n'aura pas été partie prenante, ou l'offre d'achat indépendante en cours la plus élevée sur la plate-forme de négociation où l'achat aura été effectué ; et
- le montant maximal des fonds destinés à la réalisation de ce programme d'achat d'actions ne pourra pas dépasser 10.000.000 euros.

L'Assemblée Générale délègue au Conseil d'Administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions prévues à l'article L. 22-10-62 du Code de commerce, en cas de modification du nominal de l'action, d'augmentation de capital par incorporation de réserves, d'attribution gratuite d'actions, de division ou de regroupement de titres, de distribution de réserves ou de tous autres actifs,

d'amortissement du capital ou de toute autre opération portant sur les capitaux propres, le pouvoir d'ajuster le prix d'achat susvisé afin de tenir compte de l'incidence de ces opérations sur la valeur de l'action.

L'Assemblée Générale décide que les achats d'actions de la Société pourront porter sur un nombre d'actions tel que :

- le nombre maximal d'actions pouvant être achetées en vertu de cette autorisation ne pourra excéder 10 % du nombre total d'actions composant le capital social de la Société et, pour ce qui concerne les acquisitions réalisées en vue de leur conservation et de leur remise ultérieure en paiement ou en échange dans le cadre d'une opération de fusion, de scission ou d'apport, 5 % du nombre total d'actions composant le capital social de la Société, étant précisé que (i) ces limites s'appliquent à un montant du capital social de la Société qui sera, le cas échéant, ajusté pour prendre en compte les opérations affectant le capital social postérieurement à la présente Assemblée Générale et (ii) lorsque les actions sont rachetées pour favoriser la liquidité dans les conditions définies par le règlement général de l'Autorité des marchés financiers, le nombre d'actions pris en compte pour le calcul de la limite de 10 % susvisée correspond au nombre d'actions achetées, déduction faite du nombre d'actions revendues pendant la durée de l'autorisation ; et
- les acquisitions réalisées par la Société ne pouvant en aucun cas l'amener à détenir, à quelque moment que ce soit, directement ou indirectement, plus de 10 % de son capital social.

Cette autorisation est destinée à permettre à la Société de poursuivre les objectifs suivants, dans le respect des dispositions législatives et réglementaires applicables :

- a) conserver les actions de la Société qui auront été achetées et les remettre ultérieurement à l'échange ou en paiement dans le cadre d'opérations éventuelles de croissance externe (fusion, scission ou apport), dans le cadre de la réglementation boursière ;
- b) remettre des actions lors de l'exercice de droits attachés à des valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société ;
- c) allouer des actions aux salariés ou aux mandataires sociaux de la Société et de ses filiales dans les conditions et selon les modalités prévues par la loi, notamment au titre de l'attribution d'actions gratuites, de la participation aux fruits de l'expansion de l'entreprise, du régime des options d'achat d'actions ou par le biais d'un plan d'épargne d'entreprise ;
- d) assurer la liquidité et animer le marché secondaire des titres de la Société, cette animation étant réalisée par un prestataire de services d'investissement agissant dans le cadre d'un contrat de liquidité conforme à la charte de déontologie reconnue par l'Autorité des marchés financiers ;
- e) annuler tout ou partie des titres rachetés, dans la mesure de l'adoption de la vingt-deuxième Résolution ci-dessous ; et
- f) réaliser toute autre finalité autorisée ou qui viendrait à être autorisée par la loi ou reconnue ou qui viendrait à être reconnue comme pratique de marché par l'Autorité des marchés

financiers, étant entendu que dans une telle hypothèse, la Société informerait ses actionnaires par voie de communiqué.

L'Assemblée Générale décide que ces opérations d'achat, de cession, d'échange ou de transfert pourront être effectuées par tous moyens, c'est-à-dire sur le marché réglementé, sur un système multilatéral de négociation, au travers d'un internalisateur systématique ou de gré à gré, y compris par acquisition ou cession de blocs, ou encore par le recours à des instruments financiers, notamment des instruments financiers dérivés négociés sur un marché réglementé ou sur un système multilatéral de négociation, au travers d'un internalisateur systématique ou de gré à gré ou par le recours à des bons et ce, dans les conditions autorisées par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur à la date des opérations considérées et aux époques que le Conseil d'Administration ou la personne agissant sur la délégation du Conseil d'Administration appréciera. La part maximale du capital social acquise ou transférée sous forme de blocs de titres pourra atteindre la totalité du programme.

En outre, l'Assemblée Générale confère tous pouvoirs au Conseil d'Administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions prévues à l'article L. 22-10-62 du Code de commerce, pour décider et effectuer la mise en œuvre de la présente autorisation, pour en préciser, si nécessaire, les termes et notamment pour passer tous ordres en bourse ou hors-marché, affecter ou réaffecter les actions acquises aux différents objectifs poursuivis dans les conditions législatives et réglementaires applicables, conclure tous accords en vue notamment de la tenue des registres d'achats et de ventes d'actions, effectuer toutes formalités et déclarations auprès de tous organismes, en particulier l'Autorité des marchés financiers, et d'une manière générale, faire tout ce qui sera nécessaire aux fins de réalisation des opérations effectuées en application de la présente autorisation.

L'Assemblée Générale confère également tous pouvoirs au Conseil d'Administration, si la loi ou l'Autorité des marchés financiers venait à étendre ou à compléter les objectifs autorisés pour les programmes de rachat d'actions, à l'effet de porter à la connaissance du public, dans les conditions légales et réglementaires applicables, les modifications éventuelles du programme concernant les objectifs modifiés.

L'Assemblée Générale décide que le Conseil d'Administration ne pourra pas, sauf autorisation préalable de l'Assemblée Générale des actionnaires de la Société, faire usage de la présente délégation en période d'offre publique initiée par un tiers visant les titres de la Société et ce, jusqu'à la fin de la période d'offre publique.

La présente autorisation est donnée pour une durée de 18 mois à compter de la présente Assemblée Générale. Elle prive d'effet à compter de ce jour toute délégation antérieure ayant le même objet, c'est-à-dire toute autorisation de rachat par la Société de ses propres actions. Elle prive donc d'effet la délégation accordée par l'assemblée générale mixte du 24 mai 2023 dans sa douzième Résolution.

Cette résolution, mise aux voix des actionnaires présents et représentés, est adoptée comme suit :

- ***19.499.755 voix pour ;***
- ***163.910 voix contre ;***
- ***205.862 voix d'abstention***

Soit à 99,17 % des voix participant au vote.

^^^

Deuxième volet de la séance de la compétence de l'Assemblée Générale Extraordinaire

Le Président de séance ouvre le volet extraordinaire de l'Assemblée Générale et redonne la parole au Directeur Administratif et Financier de la Société qui présente le contexte, les motifs ainsi que les principales caractéristiques des demandes de délégations financières soumises au vote de l'Assemblée au titre des projets de résolutions n°17 à 22.

Puis le Président de séance ouvre la discussion générale sur ces projets de résolutions.

Personne ne prenant la parole, le Président de séance donne la parole à Monsieur Eric Baclet, Vice-Président du Conseil d'Administration de la Société et Président de son Comité des Nominations et Rémunérations, qui présente à son tour le contexte, les motifs et les principales caractéristiques des projets de résolutions n°23 à 25 relatives aux demandes d'autorisations financières portant sur la possibilité d'émettre des instruments d'intéressement en actions à destination des salariés et mandataires sociaux du Groupe.

Puis le Président de séance ouvre la discussion générale sur ces projets de résolutions.

Personne ne prenant la parole et après avoir au préalable rappelé de façon synthétique leurs objets, il met successivement aux voix les résolutions n°17 à 25 inscrites à l'ordre du jour.

DIX-SEPTIEME RESOLUTION

Délégation de compétence consentie au Conseil d'Administration à l'effet d'émettre des actions ordinaires de la Société et/ou des valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société, avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires, dans le cadre d'une offre au public autre que celle visée par le 1° de l'article L. 411-2 du Code monétaire et financier

L'Assemblée Générale statuant aux conditions de quorum et de majorité des Assemblées Générales Extraordinaires, après en avoir délibéré et connaissance prise du rapport du Conseil d'Administration et du rapport spécial des Commissaires aux comptes, conformément aux articles L. 225-129 à L. 225-129-2, L. 225-129-5, L. 22-10-49, L. 225-135, L. 22-10-51, L. 225-136, L. 22-10-52 et L. 228-91 et suivants du Code de commerce :

1. Délègue au Conseil d'Administration sa compétence pour décider l'émission, sans droit préférentiel de souscription, par une offre autre que celles visées au 1° de l'article L. 411-2 du Code monétaire et financier, en une ou plusieurs fois, dans les proportions et aux époques qu'il appréciera, tant en France qu'à l'étranger, d'actions (le cas échéant sous la forme d'*American Depositary Shares* ou d'*American Depositary Receipts*) ou de toutes autres valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société, soit en euros, soit en toute autre monnaie ou unité monétaire quelconque établie par référence à plusieurs monnaies, lesdites actions conférant les mêmes droits que les actions anciennes, sous réserve de leur date de jouissance ; étant précisé que le Conseil d'Administration pourra subdéléguer au Directeur Général ou, avec l'accord de ce dernier, à un ou plusieurs Directeurs Généraux Délégués, dans les conditions permises par la loi, tous les pouvoirs nécessaires pour décider et réaliser l'augmentation de capital ;

2. Décide qu'est expressément exclue toute émission d'actions de préférence et de valeurs mobilières donnant accès à des actions de préférence ;

3. Décide que le montant nominal des augmentations de capital social susceptibles d'être réalisées immédiatement ou à terme en vertu de la présente délégation ne pourra excéder un montant nominal global de 5.000.000 euros (soit, sur la base de la valeur nominale actuelle des actions de la Société de 0,25 euro, un maximum de 20.000.000 actions), étant précisé que ce montant s'imputera sur le plafond nominal global de 5.000.000 euros prévu à la vingt-deuxième Résolution de l'Assemblée Générale du 24 mai 2023 et que ce montant ne tient pas compte des ajustements susceptibles d'être opérés conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables et, le cas échéant, aux stipulations contractuelles prévoyant d'autres cas d'ajustement, pour préserver les droits des porteurs de valeurs mobilières ou autres droits donnant accès au capital ;

4. Autorise le Conseil d'Administration, avec faculté de subdélégation au Directeur Général ou, avec l'accord de ce dernier, à un ou plusieurs Directeurs Généraux Délégués, dans les conditions permises par la loi, à augmenter le nombre de titres à émettre pour chacune des émissions décidées en vertu de la présente Résolution, dans les trente jours de la clôture de la souscription dans la limite de 15 % de l'émission initiale et au même prix que celui retenu pour l'émission initiale ;

5. Délègue également sa compétence au Conseil d'Administration pour décider l'émission de valeurs mobilières qui sont des titres de créances donnant accès à du capital à émettre de la Société ;

6. Décide que le montant nominal global des valeurs mobilières représentatives de titres de créances donnant accès au capital social à émettre de la Société, susceptibles d'être émises en vertu de la présente délégation sera au maximum de 150.000.000 euros ou la contre-valeur de ce montant en cas d'émission en toute autre monnaie ou en unité monétaire quelconque établie par référence à plusieurs monnaies ;

7. Décide de supprimer le droit préférentiel de souscription des actionnaires aux valeurs mobilières à émettre au titre de la présente délégation. Le Conseil d'Administration pourra conférer aux actionnaires un délai de priorité de souscription sur tout ou partie de l'émission de ces valeurs mobilières pendant la durée et selon les conditions qu'il fixera conformément aux dispositions de l'article L. 22-10-51 du Code de commerce. Ce délai de priorité ne donnera pas lieu à la création de droits négociables et il devra s'exercer proportionnellement au nombre des actions possédées par chaque actionnaire et pourra être éventuellement complété par une souscription à titre réductible ;

8. Prend acte que si les souscriptions n'ont pas absorbé la totalité d'une émission d'actions ou de valeurs mobilières, le Conseil d'Administration pourra limiter le montant de l'opération au montant des souscriptions reçues ;

9. Constate que cette délégation emporte de plein droit au profit des porteurs de valeurs mobilières émises au titre de la présente Résolution et donnant accès au capital de la Société, renonciation des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux actions ou valeurs mobilières donnant accès au capital auxquelles ces valeurs mobilières donnent droit immédiatement ou à terme ;

10. Décide que le prix d'émission des actions émises dans le cadre de la présente délégation, sera au moins égal à :

- a) la valeur minimum fixée par la loi et les règlements applicables au moment où il est fait usage de la présente délégation, soit actuellement à la moyenne pondérée des cours des

trois dernières séances de bourse précédant le début de l'offre au public (au sens du Règlement (UE) 2017/1129, tel que modifié) des actions émises dans le cadre de la présente délégation, éventuellement diminuée d'une décote maximale de 10 % ; ou

- b) à défaut de prix minimum prévu par les dispositions législatives ou réglementaires applicables au jour de l'émission, la moyenne pondérée par les volumes (dans le carnet d'ordre central et hors blocs hors marché) des cours cotés de l'action choisis parmi une période comprenant entre cinq et trente séances de bourse consécutives parmi les trente dernières séances de bourse précédant la fixation du prix d'émission, cette moyenne pouvant le cas échéant être corrigée pour tenir compte des différences de date de jouissance et être éventuellement diminuée d'une décote maximum de 15 %,

étant précisé que les trente dernières séances de bourse visées au b) ci-dessus seront celles qui précéderont immédiatement la fixation du prix d'émission, fixation qui a lieu, le cas échéant, au terme de la période durant laquelle les investisseurs passent des ordres de souscription, fermes ou indicatifs (période dite de « *bookbuilding* ») et donc au vu du prix figurant dans ces ordres ;

11. Décide que le prix d'émission des valeurs mobilières donnant accès au capital sera tel que la somme perçue immédiatement par la Société majorée, le cas échéant, de celle susceptible d'être perçue ultérieurement par elle, soit, pour chaque action émise en conséquence de l'émission de ces autres valeurs mobilières, au moins égale au prix d'émission défini à l'alinéa ci-dessus ;

12. Décide que le Conseil d'Administration ne pourra, sauf autorisation préalable de l'Assemblée Générale des actionnaires de la Société, faire usage de la présente délégation en période d'offre publique initiée par un tiers visant les titres de la Société et ce, jusqu'à la fin de la période d'offre publique ;

13. Prend acte du fait que, dans l'hypothèse où le Conseil d'Administration viendrait à utiliser la délégation de compétence qui lui est conférée dans la présente Résolution, le Conseil d'Administration rendra compte à l'assemblée générale ordinaire suivante, conformément à la loi et à la réglementation applicable, de l'utilisation faite des autorisations conférées dans la présente résolution.

La délégation conférée au Conseil d'Administration en vertu de la présente Résolution est valable pour une durée de 18 mois à compter de la présente Assemblée Générale. Elle prive d'effet à compter de ce jour toute délégation antérieure ayant le même objet. Elle prive donc d'effet la délégation accordée par l'Assemblée Générale Mixte du 24 mai 2023 dans sa quatorzième Résolution.

Cette résolution, mise aux voix des actionnaires présents et représentés, est adoptée comme suit :

- ***17.506.697 voix pour ;***
- ***2.100.249 voix contre ;***
- ***262.161 voix d'abstention***

Soit à 89,29 % des voix participant au vote.

DIX-HUITIEME RESOLUTION

Délégation de compétence consentie au Conseil d'Administration à l'effet d'émettre, avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires, des actions ordinaires de la Société et/ou des valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société, dans le cadre d'une offre visée par le 1° de l'article L. 411-2 du Code monétaire et financier, dite « placement privé »

L'Assemblée Générale statuant aux conditions de quorum et de majorité des Assemblées Générales Extraordinaires, après en avoir délibéré et connaissance prise du rapport du Conseil d'Administration et du rapport spécial des Commissaires aux comptes, conformément aux articles L. 225-129 à L. 225-129-2, L. 225-129-5, L. 22-10-49, L. 225-135, L. 22-10-51, L. 225-136, L. 22-10-52 et L. 228-91 et suivants du Code de commerce et L. 411-2 du Code monétaire et financier :

1. Délègue au Conseil d'Administration sa compétence pour décider l'émission, sans droit préférentiel de souscription, en une ou plusieurs fois, dans les proportions et aux époques qu'il appréciera, soit en euros, soit en toute autre monnaie ou unité monétaire quelconque établie par référence à plusieurs monnaies, tant en France qu'à l'étranger, d'actions (le cas échéant sous la forme d'*American Depositary Shares* ou d'*American Depositary Receipts*) ou de toutes autres valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société, lesdites actions conférant les mêmes droits que les actions anciennes, sous réserve de leur date de jouissance, dans le cadre d'une offre visée par le 1° de l'article L. 411-2 du Code monétaire et financier ; étant précisé que le Conseil d'Administration pourra subdéléguer au Directeur Général ou, avec l'accord de ce dernier, à un ou plusieurs Directeurs Généraux Délégués, dans les conditions permises par la loi, tous les pouvoirs nécessaires pour décider et réaliser l'augmentation de capital ;

2. Décide qu'est expressément exclue toute émission d'actions de préférence et de valeurs mobilières donnant accès à des actions de préférence ;

3. Décide que le montant nominal des augmentations de capital social susceptibles d'être réalisées immédiatement ou à terme en vertu de la présente délégation ne pourra excéder un montant nominal global de 5.000.000 euros (soit, sur la base de la valeur nominale actuelle des actions de la Société de 0,25 euro, un maximum de 20.000.000 actions), étant précisé que ce montant s'imputera sur le plafond nominal global de 5.000.000 euros prévu à la vingt-deuxième résolution de l'Assemblée Générale du 24 mai 2023 et que ce montant ne tient pas compte des ajustements susceptibles d'être opérés conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables et, le cas échéant, aux stipulations contractuelles prévoyant d'autres cas d'ajustement, pour préserver les droits des porteurs de valeurs mobilières ou autres droits donnant accès au capital ;

4. Autorise le Conseil d'Administration, avec faculté de subdélégation au Directeur Général ou, avec l'accord de ce dernier, à un ou plusieurs Directeurs Généraux Délégués, dans les conditions permises par la loi, à augmenter le nombre de titres à émettre pour chacune des émissions décidées en vertu de la présente Résolution, dans les trente jours de la clôture de la souscription dans la limite de 15 % de l'émission initiale et au même prix que celui retenu pour l'émission initiale ;

5. Décide qu'en tout état de cause, les émissions de titres de capital réalisées en vertu de la présente Résolution n'excéderont pas la limite prévue par la loi et la réglementation applicable au jour de l'émission (soit actuellement 20 % du capital par an), étant précisé que cette limite s'apprécie au moment de l'émission, s'appliquant à un capital ajusté en fonction des opérations l'affectant postérieurement à la présente Assemblée Générale ;

6. Délègue également sa compétence au Conseil d'Administration pour décider l'émission de valeurs mobilières qui sont des titres de créances donnant accès à du capital à émettre de la Société ;

7. Décide que le montant nominal global des valeurs mobilières représentatives de titres de créances donnant accès au capital social à émettre de la Société, susceptibles d'être émises en vertu de la présente délégation sera au maximum de 150.000.000 euros ou la contre-valeur de ce montant en cas d'émission en toute autre monnaie ou en unité monétaire quelconque établie par référence à plusieurs monnaies ;

8. Décide de supprimer le droit préférentiel de souscription des actionnaires aux valeurs mobilières à émettre au titre de la présente délégation ;

9. Prend acte que si les souscriptions n'ont pas absorbé la totalité d'une émission d'actions ou de valeurs mobilières, le Conseil d'Administration pourra limiter le montant de l'opération au montant des souscriptions reçues ;

10. Constate que cette délégation emporte de plein droit au profit des porteurs de valeurs mobilières émises au titre de la présente Résolution et donnant accès au capital de la Société, renonciation des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux actions ou aux valeurs mobilières donnant accès au capital auxquelles ces valeurs mobilières donnent droit immédiatement ou à terme ;

11. Décide que le prix d'émission des actions émises dans le cadre de la présente délégation, sera au moins égal à :

- a) la valeur minimum fixée par la loi et les règlements applicables au moment où il est fait usage de la présente délégation, soit actuellement à la moyenne pondérée des cours des trois dernières séances de bourse précédant le début de l'offre au public (au sens du Règlement (UE) 2017/1129, tel que modifié) des actions émises dans le cadre de la présente délégation, éventuellement diminuée d'une décote maximale de 10 % ; ou
- b) à défaut de prix minimum prévu par les dispositions législatives ou réglementaires applicables au jour de l'émission, la moyenne pondérée par les volumes (dans le carnet d'ordre central et hors blocs hors marché) des cours cotés de l'action choisis parmi une période comprenant entre cinq et trente séances de bourse consécutives parmi les trente dernières séances de bourse précédant la fixation du prix d'émission, cette moyenne pouvant le cas échéant être corrigée pour tenir compte des différences de date de jouissance et être éventuellement diminuée d'une décote maximum de 15 %,

étant précisé que les trente dernières séances de bourse visées au b) ci-dessus seront celles qui précéderont immédiatement la fixation du prix d'émission, fixation qui a lieu, le cas échéant, au terme de la période durant laquelle les investisseurs passent des ordres de souscription, fermes ou indicatifs (période dite de « *bookbuilding* ») et donc au vu du prix figurant dans ces ordres ;

12. Décide que le prix d'émission des valeurs mobilières donnant accès au capital sera tel que la somme perçue immédiatement par la Société majorée, le cas échéant, de celle susceptible d'être perçue ultérieurement par elle, soit, pour chaque action émise en conséquence de l'émission de ces autres valeurs mobilières, au moins égale au prix d'émission défini à l'alinéa ci-dessus ;

13. Décide que le Conseil d'Administration ne pourra, sauf autorisation préalable de l'Assemblée Générale des actionnaires de la Société, faire usage de la présente délégation en période d'offre publique initiée par un tiers visant les titres de la Société et ce, jusqu'à la fin de la période d'offre publique ; et

14. Prend acte du fait que, dans l'hypothèse où le Conseil d'Administration viendrait à utiliser la délégation de compétence qui lui est conférée dans la présente Résolution, le Conseil d'Administration rendra compte à l'Assemblée Générale Ordinaire suivante, conformément à la loi et à la réglementation applicable de l'utilisation faite des autorisations conférées dans la présente Résolution.

La délégation conférée au Conseil d'Administration en vertu de la présente Résolution est valable pour une durée de 18 mois à compter de la présente Assemblée Générale. Elle prive d'effet à compter de ce jour toute délégation antérieure ayant le même objet. Elle prive donc d'effet la délégation accordée par l'Assemblée Générale Mixte du 24 mai 2023 dans sa quinzième Résolution.

Cette résolution, mise aux voix des actionnaires présents et représentés, est adoptée comme suit :

- ***17.505.527 voix pour ;***
- ***2.103.480 voix contre ;***
- ***260.100 voix d'abstention***

Soit à 89,27 % des voix participant au vote.

DIX-NEUVIEME RESOLUTION

Détermination du prix d'émission des actions ordinaires et/ou de toutes valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société, en cas de suppression du droit préférentiel de souscription dans le cadre des Résolutions n°18 et 17 ci-dessus

L'Assemblée Générale statuant aux conditions de quorum et de majorité des Assemblées Générales Extraordinaires, après en avoir délibéré et connaissance prise du rapport du Conseil d'Administration et du rapport spécial des Commissaires aux comptes, conformément à l'article L. 22-10-52, deuxième alinéa du Code de commerce, et dans la limite prévue par la loi et la réglementation applicable au jour de l'émission (soit actuellement 10 % du capital par an), étant précisé que cette limite s'apprécie au moment de l'émission, s'appliquant à un capital ajusté en fonction des opérations l'affectant postérieurement à la présente Assemblée Générale :

1. Autorise le Conseil d'Administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions fixées par la loi, à déroger aux conditions de fixation du prix prévues par les paragraphes 10.a) de la dix-septième Résolution et 11.a) de la dix-huitième Résolution de la présente Assemblée Générale et de fixer le prix d'émission des actions émises directement ou via l'émission de valeurs mobilières donnant accès au capital, après prise en compte des opportunités de marché, à un prix au moins égal à la moyenne pondérée par les volumes (dans le carnet d'ordre central et hors blocs hors marché) des cours cotés de l'action choisis parmi une période comprenant entre cinq et trente séances de bourse consécutives parmi les trente dernières séances de bourse précédant la fixation du prix d'émission, cette moyenne pouvant le cas échéant être corrigée pour tenir compte des différences de date de jouissance et être éventuellement diminuée d'une décote maximum de 15 % ;

2. Précise que les trente dernières séances de bourse ci-dessus seront celles qui précéderont immédiatement la fixation du prix d'émission, fixation qui a lieu, le cas échéant, au terme de la période durant laquelle les investisseurs passent des ordres de souscription, fermes ou indicatifs (période dite de « *bookbuilding* ») et donc au vu du prix figurant dans ces ordres ;

3. Prend acte du fait que, dans l'hypothèse où le Conseil d'Administration viendrait à utiliser la délégation de compétence qui lui est conférée dans la présente Résolution, le Conseil d'Administration établira un rapport complémentaire certifié par les Commissaires aux comptes, décrivant les conditions définitives de l'opération et donnant des éléments d'appréciation de l'incidence effective sur la situation de l'actionnaire.

La délégation conférée au Conseil d'Administration en vertu de la présente Résolution est valable pour une durée de 18 mois à compter de la présente Assemblée Générale. Elle prive d'effet à compter de ce jour toute délégation antérieure ayant le même objet. Elle prive donc d'effet la délégation accordée par l'Assemblée Générale Mixte du 24 mai 2023 dans sa seizième Résolution.

Cette résolution, mise aux voix des actionnaires présents et représentés, est adoptée comme suit :

- ***17.521.419 voix pour ;***
- ***2.055.447 voix contre ;***
- ***292.241 voix d'abstention***

Soit à 89,50 % des voix participant au vote.

VINGTIEME RESOLUTION

Délégation de compétence consentie au Conseil d'Administration à l'effet d'émettre des actions ordinaires de la Société et/ou des valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société, avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires et au profit de catégories de personnes

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des Assemblées Générales Extraordinaires, après en avoir délibéré et connaissance prise du rapport du Conseil d'Administration et du rapport spécial des Commissaires aux comptes, conformément aux articles L. 225-129 à L. 225-129-2, L. 225-129-5, L. 22-10-49, L. 225-135, L. 225-135-1, L. 22-10-51, L. 225-138 et L. 228-91 et suivants du Code de commerce :

1. Délègue au Conseil d'Administration sa compétence pour décider d'augmenter le capital social, sans droit préférentiel de souscription, en une ou plusieurs fois, d'un montant nominal maximum de 5.000.000 euros (soit, sur la base de la valeur nominale actuelle des actions de la Société de 0,25 euro, un maximum de 20.000.000 actions), par l'émission d'actions (le cas échéant sous la forme d'*American Depositary Shares* ou d'*American Depositary Receipts*) ainsi que de toutes autres valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société, soit en euros, soit en toute autre monnaie ou unité monétaire quelconque établie par référence à plusieurs monnaies, tant en France qu'à l'étranger, lesdites actions conférant les mêmes droits que les actions anciennes, sous réserve de leur date de jouissance ; étant précisé que ce montant s'imputera sur le plafond nominal global de 5.000.000 euros prévu à la vingt-deuxième résolution de l'Assemblée Générale du 24 mai 2023 et que ce montant ne tient pas compte des ajustements susceptibles d'être opérés conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables et, le cas échéant, aux stipulations contractuelles prévoyant d'autres cas d'ajustement, pour préserver les droits des porteurs de

valeurs mobilières ou autres droits donnant accès au capital ; étant précisé que le Conseil d'Administration pourra subdéléguer au Directeur Général ou, avec l'accord de ce dernier, à un ou plusieurs Directeurs Généraux Délégués, dans les conditions permises par la loi, tous les pouvoirs nécessaires pour décider et réaliser et, le cas échéant, surseoir à la réalisation de l'augmentation de capital ;

2. Autorise le Conseil d'Administration, avec faculté de subdélégation au Directeur Général ou, avec l'accord de ce dernier, à un ou plusieurs Directeurs Généraux Délégués, dans les conditions permises par la loi, à augmenter le nombre de titres à émettre pour chacune des émissions décidées en vertu de la présente Résolution, dans les trente jours de la clôture de la souscription dans la limite de 15 % de l'émission initiale et au même prix que celui retenu pour l'émission initiale ;

3. Décide qu'est expressément exclue toute émission d'actions de préférence et de valeurs mobilières donnant accès à des actions de préférence ;

4. Délègue également sa compétence au Conseil d'Administration pour décider l'émission de valeurs mobilières donnant droit à l'attribution de titres de créances donnant accès à du capital à émettre de la Société ;

5. Décide que le montant nominal maximal des valeurs mobilières représentatives de créances donnant accès au capital social de la Société susceptibles d'être émises en vertu de la présente délégation ne pourra être supérieur à 150.000.000 euros ou à la contre-valeur de ce montant en cas d'émission en toute autre monnaie ou en unité monétaire quelconque établie par référence à plusieurs monnaies ;

6. Décide de supprimer le droit préférentiel de souscription des actionnaires aux valeurs mobilières faisant l'objet de la présente Résolution et de réserver le droit de les souscrire :

1) dans le cadre d'un accord industriel ou stratégique avec la Société à :

- a) des sociétés industrielles ou commerciales du secteur pharmaceutique/biotechnologique, ou
- b) des sociétés d'investissement ou des sociétés de gestion de fonds, ou des fonds gestionnaires d'épargne collective, de droit français ou de droit étranger, ou
- c) toute autre personne morale (y compris un trust) ou physique, investissant dans le secteur pharmaceutique/biotechnologique, ou

2) dans le cadre d'une offre visée par le 1° de l'article L. 411-2 du Code monétaire et financier pour les investisseurs français et par des dispositions équivalentes pour des investisseurs étrangers à :

- a) des sociétés industrielles ou commerciales du secteur pharmaceutique/biotechnologique, ou
- b) des sociétés d'investissement ou des sociétés de gestion de fonds ou des fonds gestionnaires d'épargne collective, de droit français ou de droit étranger, ou

c) toute autre personne morale (y compris un trust) ou physique, investissant dans le secteur pharmaceutique/biotechnologique,

répondant, dans chacun des cas a), b) et c) visés ci-dessus, aux critères pour participer à une telle offre, ou encore

d) des prestataires de services d'investissement français ou étrangers susceptibles de garantir une telle offre ; ou

3) dans le cadre d'une opération de financement par de la dette auprès d'établissements de crédit ou d'autres institutions accordant ce type de financement, aux prêteurs en question.

7. Constate que la présente délégation emporte, au profit des porteurs de valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société, renonciation des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux actions auxquelles les valeurs mobilières émises donnent droit ;

8. Décide que le Conseil d'Administration, avec faculté de subdélégation au Directeur Général ou, avec l'accord de ce dernier, à un ou plusieurs Directeurs Généraux Délégués, dans les conditions permises par la loi, fixera la liste des bénéficiaires au sein de la catégorie des bénéficiaires mentionnée précédemment au profit de laquelle le droit préférentiel de souscription a été supprimé et arrêtera les caractéristiques, montant et modalités de toute émission ainsi que les modalités de libération des titres émis. Notamment, il déterminera le nombre de titres à émettre au profit de chaque bénéficiaire et fixera, compte tenu des indications contenues dans son rapport, le prix de souscription desdits titres, leur date de jouissance, étant précisé que la somme revenant, ou devant revenir, à la Société pour chacune des actions émises dans le cadre de la présente délégation sera au moins égale à la moyenne pondérée par les volumes (dans le carnet d'ordre central et hors blocs hors marché) des cours cotés de l'action choisis parmi une période comprenant entre cinq et trente séances de bourse consécutives parmi les trente dernières séances de bourse précédant la fixation du prix d'émission, cette moyenne pouvant le cas échéant être corrigée pour tenir compte des différences de date de jouissance et être éventuellement diminuée d'une décote maximum de 15 % ;

9. Précise que les trente dernières séances de bourse ci-dessus seront celles qui précéderont immédiatement la fixation du prix d'émission, fixation qui a lieu, le cas échéant, au terme de la période durant laquelle les investisseurs passent des ordres de souscription, fermes ou indicatifs (période dite de « *bookbuilding* ») et donc au vu du prix figurant dans ces ordres ;

10. Décide que le Conseil d'Administration ne pourra pas, sauf autorisation préalable de l'Assemblée Générale des actionnaires de la Société, faire usage de la présente délégation en période d'offre publique initiée par un tiers visant les titres de la Société et ce, jusqu'à la fin de la période d'offre publique ;

11. Le Conseil d'Administration pourra, dans le cadre de la subdélégation visée au paragraphe 1 ci-dessus, subdéléguer au Directeur Général, et, avec l'accord de ce dernier, à un ou plusieurs Directeurs Généraux Délégués, le soin de prendre tout ou partie des décisions visées aux paragraphes ci-dessus, le cas échéant conformément à des paramètres indicatifs qu'il aura pu arrêter ;

12. Prend acte du fait que, dans l'hypothèse où le Conseil d'Administration viendrait à utiliser la délégation de compétence qui lui est conférée dans la présente Résolution, le Conseil d'Administration rendra compte à l'Assemblée Générale Ordinaire suivante, conformément à la loi

et à la réglementation applicable, de l'utilisation faite des autorisations conférées dans la présente Résolution ; et

La délégation conférée au Conseil d'Administration en vertu de la présente Résolution est valable pour une durée de 18 mois à compter de la présente Assemblée Générale. Elle prive d'effet à compter de ce jour toute délégation antérieure ayant le même objet. Elle prive donc d'effet la délégation accordée par l'Assemblée Générale Mixte du 24 mai 2023 dans sa dix-septième Résolution.

Cette résolution, mise aux voix des actionnaires présents et représentés, est adoptée comme suit :

- ***17.536.049 voix pour ;***
- ***2.064.966 voix contre ;***
- ***268.092 voix d'abstention***

Soit à 89,47 % des voix participant au vote.

VINGT-ET-UNIEME RESOLUTION

Délégation de compétence consentie au Conseil d'Administration à l'effet d'émettre des actions ordinaires et/ou des valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société, en rémunération d'apports en nature constitués de titres de capital ou de valeurs mobilières donnant accès au capital

L'Assemblée Générale statuant aux conditions de quorum et de majorité des Assemblées Générales Extraordinaires, après en avoir délibéré et connaissance prise du rapport du Conseil d'Administration et du rapport spécial des Commissaires aux comptes, conformément aux articles L. 225-129 à L. 225-129-2, L. 225-129-5, L. 225-147, L. 225-147-1, L. 22-10-53 et L. 228-91 et suivants du Code de commerce :

1. Délègue au Conseil d'Administration sa compétence pour décider l'émission d'actions (le cas échéant sous la forme d'*American Depositary Shares* ou d'*American Depositary Receipts*) ou de toutes autres valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société, en vue de rémunérer des apports en nature consentis à la Société et constitués de titres de capital ou de valeurs mobilières donnant accès au capital, lorsque les dispositions de l'article L. 22-10-54 du Code de commerce ne sont pas applicables, et décide, en tant que de besoin, de supprimer, au profit des titulaires de ces titres, le droit préférentiel de souscription des actionnaires à ces actions et valeurs mobilières à émettre ;

2. Décide que le montant nominal des augmentations de capital social susceptibles d'être réalisées immédiatement ou à terme en vertu de la présente délégation ne pourra excéder un montant nominal global de 5.000.000 euros (soit, sur la base de la valeur nominale actuelle des actions de la Société de 0,25 euro, un maximum de 20.000.000 actions, étant précisé que ce montant s'imputera sur le plafond nominal global de 5.000.000 euros prévu à la vingt-deuxième résolution de l'Assemblée Générale du 24 mai 2023 et que ce montant ne tient pas compte des ajustements susceptibles d'être opérés conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables et, le cas échéant, aux stipulations contractuelles prévoyant d'autres cas d'ajustement, pour préserver les droits des porteurs de valeurs mobilières ou autres droits donnant accès au capital ;

3. Décide qu'en tout état de cause, les émissions de titres de capital réalisées en vertu de la présente Résolution n'excéderont pas la limite prévue par la loi et la réglementation applicable au jour de l'émission (soit actuellement 10 % du capital), étant précisé que cette limite s'apprécie au moment de l'émission, s'appliquant à un capital ajusté en fonction des opérations l'affectant postérieurement à la présente Assemblée Générale ;

4. Décide qu'est expressément exclue toute émission d'actions de préférence et de valeurs mobilières donnant accès à des actions de préférence ;

5. Délègue également sa compétence au Conseil d'Administration pour décider l'émission de valeurs mobilières qui sont des titres de créances donnant accès à du capital à émettre de la Société ;

6. Décide que le montant nominal global des valeurs mobilières représentatives de titres de créances donnant accès au capital social à émettre de la Société, susceptibles d'être émises en vertu de la présente délégation sera au maximum de 150.000.000 euros ou la contre-valeur de ce montant en cas d'émission en toute autre monnaie ou en unité monétaire quelconque établie par référence à plusieurs monnaies ;

7. Prend acte que la présente délégation emporte renonciation des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux actions ordinaires auxquelles les valeurs mobilières qui seraient émises sur le fondement de la présente délégation, pourront donner droit immédiatement ou à terme ;

8. Décide que le Conseil d'Administration aura tous pouvoirs, avec faculté de subdélégation dans les conditions prévues par la loi, pour mettre en œuvre la présente résolution et notamment pour arrêter la liste des valeurs mobilières apportées, approuver ou réduire l'évaluation des apports et l'octroi d'avantages particuliers, fixer, le cas échéant, le montant de la soulte en espèces à verser et constater le nombre de titres apportés à l'échange ;

9. Décide que le Conseil d'Administration ne pourra, sauf autorisation préalable de l'assemblée générale des actionnaires de la Société, faire usage de la présente délégation en période d'offre publique initiée par un tiers visant les titres de la Société et ce, jusqu'à la fin de la période d'offre publique ; et

10. Prend acte du fait que, dans l'hypothèse où le Conseil d'Administration viendrait à utiliser la délégation de compétence qui lui est conférée dans la présente Résolution, le Conseil d'Administration rendra compte à l'Assemblée Générale Ordinaire suivante, conformément à la loi et à la réglementation applicable, de l'utilisation faite des autorisations conférées dans la présente Résolution.

L'autorisation conférée au Conseil d'Administration en vertu de la présente Résolution est valable pour une durée de 18 mois à compter de la présente Assemblée Générale. Elle prive d'effet à compter de ce jour toute délégation antérieure ayant le même objet. Elle prive donc d'effet la délégation accordée par l'Assemblée Générale Mixte du 24 mai 2023 dans sa vingtième Résolution.

Cette résolution, mise aux voix des actionnaires présents et représentés, est adoptée comme suit :

- **17.812.624 voix pour ;**
- **1.831.717 voix contre ;**

- **224.766 voix d'abstention**

Soit à 90,68 % des voix participant au vote.

VINGT-DEUXIEME RESOLUTION

Délégation de pouvoir consentie au Conseil d'Administration en vue d'annuler tout ou partie des actions détenues en propre par la Société, au titre de l'autorisation de rachat d'actions

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des Assemblées Générales Extraordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'Administration et du rapport spécial des Commissaires aux comptes, sous réserve de l'adoption de l'autorisation de rachat de ses propres actions par la Société objet de la seizième Résolution, autorise le Conseil d'Administration, conformément aux dispositions des articles L. 22-10-62 et suivants du Code de commerce, à annuler, dans les proportions et aux époques qu'il appréciera, en une ou plusieurs fois, tout ou partie des actions de la Société que cette dernière détiendrait au titre d'une autorisation d'achat d'actions de la Société conférée par l'Assemblée Générale, et à réduire le capital social du montant nominal global des actions ainsi annulées, dans la limite de 10 % du capital par périodes de 24 mois, étant rappelé que cette limite de 10 % s'applique à un montant du capital de la Société qui sera, le cas échéant, ajusté pour prendre en compte des opérations affectant le capital social postérieurement à la présente Assemblée Générale.

L'Assemblée Générale donne tous pouvoirs au Conseil d'Administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions prévues par la loi, à l'effet de procéder à ladite réduction de capital, constater sa réalisation, imputer la différence entre le prix de rachat des actions annulées et leur valeur nominale sur tous postes de réserves et primes, procéder aux modifications consécutives des statuts, ainsi qu'effectuer toutes les déclarations auprès de l'Autorité des Marchés Financiers, remplir toutes autres formalités et, d'une manière générale, faire tout ce qui sera nécessaire.

La présente délégation de pouvoir est donnée pour une période de 18 mois à compter de la présente Assemblée Générale. Elle prive d'effet à compter de ce jour toute délégation antérieure accordée au Conseil d'Administration à l'effet de réduire le capital social par annulation d'actions auto-détenues. Elle prive donc d'effet la délégation accordée par l'Assemblée Générale Mixte du 24 mai 2023 dans sa vingt-septième résolution.

Cette résolution, mise aux voix des actionnaires présents et représentés, est adoptée comme suit :

- **18.931.285 voix pour ;**
- **727.145 voix contre ;**
- **210.677 voix d'abstention**

Soit à 96,30 % des voix participant au vote.

VINGT-TROISIEME RESOLUTION

Autorisation consentie au Conseil d'Administration en vue de consentir des options de souscription et/ou d'achat d'actions

L'Assemblée Générale statuant aux conditions de quorum et de majorité des Assemblées Générales Extraordinaires, après en avoir délibéré et connaissance prise du rapport du Conseil d'Administration et du rapport spécial des Commissaires aux comptes, conformément aux dispositions des articles L. 225-177 à L. 225-185 et L. 22-10-56 à L. 22-10-58 du Code de commerce ;

1. Autorise le Conseil d'Administration à consentir, en une ou plusieurs fois, et sous réserve des périodes d'abstention prévues par la loi, des options donnant droit à la souscription d'actions nouvelles de la Société à émettre à titre d'augmentation de capital ou à l'achat d'actions existantes de la Société provenant de rachats effectués dans les conditions prévues par la loi, au profit des salariés et des mandataires sociaux de la Société ou des sociétés ou groupements visés à l'article L. 225-180 du Code de commerce, ou de certains d'entre eux et approuve ainsi la mise en place par le Conseil d'Administration d'un ou plusieurs plans d'options de souscription et/ou d'achat d'actions dans le cadre des caractéristiques décrites ci-dessous ;

2. Décide que les options pouvant être consenties dans le cadre de la présente autorisation ne pourront donner droit par exercice à souscrire ou acheter un nombre total d'actions supérieur à 600.000 actions, soit, le cas échéant, une augmentation de capital d'un montant nominal maximum de 150.000 euros ; étant précisé que ce plafond de 600.000 actions : (i) ne tient pas compte des ajustements susceptibles d'être opérés conformément aux dispositions légales et réglementaires applicables, et le cas échéant, aux stipulations contractuelles prévoyant d'autres cas d'ajustement pour préserver les droits des porteurs de valeurs mobilières ou autres droits donnant accès au capital ; et (ii) sera ajusté pour tenir compte de toutes opérations de division de la valeur nominale des actions et d'augmentation du nombre d'actions qui pourraient intervenir préalablement à l'attribution des options ;

3. Décide, sous réserve, pour ce qui concerne les mandataires sociaux, de l'application des dispositions de l'article L. 225-185 alinéa 4 du Code de commerce, que le délai pendant lequel les options devront être exercées ne pourra être supérieur à 10 ans à compter de leur attribution ;

4. Décide que le prix d'exercice des options attribuées dans le cadre de la présente délégation sera fixé le jour où les options seront consenties par le Conseil d'Administration de sorte que le prix d'exercice des options ne pourra pas être inférieur (i) s'agissant d'options de souscription d'actions ou d'achat d'actions, à 80 % de la moyenne des cours cotés aux vingt séances de bourse précédant le jour où les options seront consenties ; (ii) et, mais uniquement pour les options d'achat d'actions, à 80 % du cours moyen d'achat des actions détenues par la Société au titre de l'article L. 22-10-62 du Code de commerce ;

5. Décide que le prix d'exercice ne pourra être modifié pendant la durée des options qu'en cas de mise en œuvre des mesures nécessaires à la protection des intérêts des bénéficiaires des options, en application de l'article L. 225-181 du Code de commerce ;

6. Prend acte que la décision de l'Assemblée Générale emporte renonciation des actionnaires, au profit des bénéficiaires des options, à leur droit préférentiel de souscription aux actions qui seront émises au fur et à mesure des levées d'options de souscription d'actions ;

7. Décide de donner tous pouvoirs au Conseil d'Administration avec faculté de délégation et de subdélégation dans les conditions légales et réglementaires pour, notamment :

- déterminer les conditions d'éligibilité, le nombre et l'identité des bénéficiaires et le nombre d'options consenties à chacun d'eux ;

- fixer, dans les limites sus-indiquées, le prix d'exercice des options et le délai pendant lequel les options pourront être exercées ;
- fixer les conditions d'exercice et notamment les conditions de performance auxquelles l'exercice de celles des options qui auront été attribuées aux mandataires sociaux de la Société et à certains cadres de la société et de ses filiales sera soumis ;
- imposer, le cas échéant, un délai pendant lequel les options ne pourront être exercées et/ou un délai pendant lequel les actions acquises ne pourront pas être cédées ;
- tenir compte, dans la détermination des caractéristiques de chaque plan, des contraintes légales, et notamment fiscales, applicables en fonction de la juridiction dans laquelle se situent les bénéficiaires, notamment, concernant les Etats-Unis, les dispositions pertinentes du Code Fédéral des Impôts ;
- établir le règlement du plan d'attribution des options ;
- suspendre temporairement l'exercice des options dans certains cas ;
- en tant que besoin, prendre toutes mesures aux fins de réserver les droits des bénéficiaires d'options en application de toute disposition légale ou réglementaire ;
- fixer la date de jouissance, même rétroactive, des actions à émettre sur exercice des options ;
- à sa seule initiative, imputer les frais d'augmentation de capital sur le montant des primes afférentes à ces émissions et prélever sur ce montant les sommes nécessaires pour porter la réserve légale au dixième du nouveau capital après chaque augmentation ;
- constater la ou les augmentations de capital résultant de l'exercice des options, accomplir tous actes et formalités à l'effet de rendre définitives la ou les augmentations de capital réalisées en vertu de la présente autorisation, modifier les statuts en conséquence et généralement prendre toutes décisions nécessaires dans le cadre de la présente autorisation, consentir toutes délégations, faire tout ce qui est nécessaire.

Le Conseil d'Administration informera chaque année l'assemblée générale, dans les conditions prévues par la loi, des opérations réalisées dans le cadre de la présente Résolution.

L'Assemblée Générale prend acte que la présente délégation prive d'effet à compter de ce jour toute délégation antérieure ayant le même objet. Elle prive donc d'effet la délégation accordée par l'Assemblée Générale Mixte du 24 mai 2023 dans sa vingt-quatrième résolution.

La présente autorisation est donnée pour une durée de 38 mois à compter de la présente Assemblée Générale.

Cette résolution, mise aux voix des actionnaires présents et représentés, est adoptée comme suit :

- ***18.754.972 voix pour ;***

- **885.703 voix contre ;**
- **228.432 voix d'abstention**

Soit à 95,49 % des voix participant au vote.

VINGT-QUATRIEME RESOLUTION

Autorisation consentie au Conseil d'Administration pour procéder à des attributions d'actions gratuites existantes ou à émettre

L'Assemblée Générale statuant aux conditions de quorum et de majorité des Assemblées Générales Extraordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'Administration et du rapport spécial des Commissaires aux Comptes, en application des dispositions des articles L. 225-197-1 à L. 225-197-6 et L. 22-10-59 et L. 22-10-60 du Code de commerce, autorise le Conseil d'Administration à procéder au profit de membres du personnel salarié et des mandataires sociaux de la Société ou des sociétés ou groupements visés à l'article L. 225-197-2, ou au profit de certains d'entre eux, à l'attribution gratuite, en une ou plusieurs fois, d'un maximum de 150.000 actions ordinaires, existantes ou nouvelles, d'une valeur nominale de 0,25 euro chacune (les « Actions Gratuites »).

1) Augmentation de capital

Si toutes les Actions Gratuites sont définitivement acquises et qu'il s'agit d'actions nouvelles, il en résultera une ou des augmentations du capital social d'un maximum de 37.500 euros, augmentations de capital autorisées par la présente Assemblée, étant précisé que ce montant ne tient pas compte des éventuels ajustements susceptibles d'être opérés conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables et, le cas échéant, aux stipulations contractuelles prévoyant d'autres cas d'ajustement, pour préserver les droits de porteurs de valeurs mobilières ou autres droits donnant accès au capital.

La ou les augmentations du capital social qui résulteront de la création des Actions Gratuites se feront par incorporation spéciale de tout ou partie de comptes de réserve disponibles et, notamment, sur le compte « prime d'émission ». L'Assemblée Générale prend acte que la présente décision comporte renonciation de plein droit des actionnaires, en faveur des attributaires d'Actions Gratuites, à la partie desdites réserves.

2) Périodes d'acquisition et de conservation

Le Conseil d'Administration fixera, lors de chaque attribution, une période d'acquisition dont la durée ne pourra être inférieure à un an, à l'issue de laquelle l'acquisition d'actions existantes ou nouvelles deviendra définitive, suivie, si le Conseil d'Administration l'estime utile ou nécessaire d'une période d'obligation de conservation d'une durée qu'il fixera et qui courra à compter de l'acquisition définitive des actions existantes ou nouvelles ; étant précisé que la durée cumulée des périodes d'acquisition, et le cas échéant de conservation, ne pourra être inférieure à trois ans.

L'acquisition définitive des Actions Gratuites devra être subordonnée à une condition de présence du/des bénéficiaire(s) au sein de la Société ou de ses filiales en qualité de salarié et/ou dirigeant mandataire social ou de membre des organes d'administration ou de contrôle (sous réserve des exceptions légales, d'un changement de contrôle de la Société et étant entendu que le Conseil d'Administration pourra, le cas échéant, lever cette condition à titre individuel) et, le cas échéant, à

la réalisation de conditions de performance que le Conseil d'Administration aurait décidé de fixer au moment de l'attribution, ainsi que cela est précisé ci-dessous.

3) Délégation de pouvoirs au Conseil d'Administration

L'Assemblée Générale confère au Conseil d'Administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions permises par la loi, tous pouvoirs pour procéder à l'attribution des Actions Gratuites et notamment :

- déterminer les conditions d'éligibilité, le nombre et l'identité des bénéficiaires et le nombre d'Actions Gratuites attribuées à chacun d'eux ;
- fixer, dans les limites sus-indiquées, la période d'acquisition et, le cas échéant, de conservation des Actions Gratuites ;
- fixer les conditions d'attribution et notamment les conditions de performance auxquelles l'acquisition définitive de celles des Actions Gratuites qui auront été attribuées aux mandataires sociaux de la Société et à certains cadres de la Société et de ses filiales sera soumise ;
- établir le règlement du plan d'attribution des Actions Gratuites ;
- en tant que besoin, prendre toutes mesures aux fins de réserver les droits des titulaires d'Actions Gratuites en application de toute disposition légale ou réglementaire ;
- fixer la date de jouissance, même rétroactive, des Actions Gratuites à émettre ; et
- constater la ou les augmentations de capital résultant de l'acquisition définitive des Actions Gratuites, accomplir tout acte et formalités à l'effet de rendre définitives la ou les augmentations de capital réalisées en vertu de la présente autorisation, modifier les statuts en conséquence et généralement prendre toutes décisions nécessaires dans le cadre de la présente autorisation, consentir toutes délégations, faire tout ce qui est nécessaire.

L'Assemblée Générale prend acte que la présente délégation prive d'effet à compter de ce jour toute délégation antérieure ayant le même objet. Elle prive donc d'effet la délégation accordée par l'Assemblée Générale Mixte du 24 mai 2023 dans sa vingt-cinquième résolution.

La présente autorisation est donnée pour une durée de 38 mois à compter de la présente Assemblée Générale.

Cette résolution, mise aux voix des actionnaires présents et représentés, est adoptée comme suit :

- ***18.951.781 voix pour ;***
- ***711.154 voix contre ;***
- ***206.172 voix d'abstention***

Soit à 96,38 % des voix participant au vote.

VINGT-CINQUIEME RESOLUTION

Délégation de compétence consentie au Conseil d'Administration à l'effet d'émettre des actions ordinaires et/ou des valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société au profit des adhérents à un plan d'épargne entreprise

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des Assemblées Générales Extraordinaires, après en avoir délibéré et connaissance prise du rapport du Conseil d'Administration et du rapport spécial des Commissaires aux comptes, dans le cadre des dispositions des articles L. 3332-18 et suivants du Code du travail et de l'article L. 225-138-1 du Code de commerce et conformément aux dispositions de l'article L. 225-129-6 de ce même Code :

1. Délègue au Conseil d'Administration tous pouvoirs à l'effet d'augmenter, en une ou plusieurs fois, dans les proportions et aux époques qu'il appréciera, le capital social de la Société d'un montant nominal maximum de 12.500 euros (soit, sur la base de la valeur nominale actuelle des actions de la Société de 0,25 euro, un maximum de 50.000 actions), par émission d'actions ou d'autres valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société, réservée aux adhérents à un plan d'épargne entreprise de la Société et des entreprises françaises ou étrangères qui lui sont liées dans les conditions de l'article L. 225-180 du Code de commerce et de l'article L. 3344-1 du Code du travail ;

2. Décide que le Conseil d'Administration fixera le prix de souscription des actions nouvelles à 80 % de la moyenne des premiers cours cotés de l'action de la Société lors des vingt séances de bourse précédant le jour de la décision fixant la date d'ouverture des souscriptions lorsque la durée d'indisponibilité prévue par le plan d'épargne en application de l'article L. 3332-25 et suivants du Code du travail est inférieure à dix ans, et à 70 % de cette moyenne lorsque ladite durée d'indisponibilité est supérieure ou égale à dix ans. Toutefois, l'Assemblée Générale autorise expressément le Conseil d'Administration, s'il le juge opportun, à réduire ou supprimer les décotes susmentionnées, dans les limites légales et réglementaires, afin de tenir compte, inter alia, des régimes juridiques, comptables, fiscaux et sociaux applicables dans les pays de résidence des adhérents à un plan d'épargne entreprise bénéficiaires de l'augmentation de capital ;

3. Décide que le Conseil d'Administration pourra également décider de substituer tout ou partie de la décote par l'attribution gratuite d'actions ou d'autres titres donnant accès au capital de la Société, existants ou à émettre, l'avantage total résultant de cette attribution et, le cas échéant, de la décote mentionnée ci-dessus, ne pouvant excéder l'avantage total dont auraient bénéficié les adhérents au plan d'épargne si cet écart avait été de 20 % ou de 30 % lorsque la durée d'indisponibilité prévue par le plan en application des articles L. 3332-25 et suivants du Code du travail est supérieure ou égale à dix ans ;

4. Décide en application de l'article L. 3332-21 du Code du travail que le Conseil d'Administration pourra également décider l'attribution, à titre gratuit, d'actions à émettre ou déjà émises ou d'autres titres donnant accès au capital de la Société à émettre ou déjà émis, au titre de l'abondement, sous réserve que la prise en compte de leur contre-valeur pécuniaire, évaluée au prix de souscription, n'ait pour effet de dépasser les limites prévues aux articles L. 3332-10 et suivants du Code du travail ;

5. Décide de supprimer le droit préférentiel de souscription des actionnaires aux actions nouvelles à émettre ou autres titres donnant accès au capital et aux titres auxquels donneront droit les titres émis en application de la présente Résolution en faveur des adhérents à un plan d'épargne entreprise ;

6. Décide que les caractéristiques des autres titres donnant accès au capital de la Société seront arrêtées par le Conseil d'Administration dans les conditions fixées par la réglementation ;

7. Décide que le Conseil d'Administration aura tous pouvoirs, avec faculté de délégation ou de subdélégation, conformément aux dispositions légales et réglementaires, pour mettre en œuvre la présente Résolution et notamment pour fixer les modalités et conditions des opérations et arrêter les dates et les modalités des émissions qui seront réalisées en vertu de la présente autorisation, fixer les dates d'ouverture et de clôture des souscriptions, les dates de jouissance des titres émis, les modalités de libération des actions et des autres titres donnant accès au capital de la Société, consentir des délais pour la libération des actions et, le cas échéant, des autres titres donnant accès au capital de la Société, demander l'admission en bourse des titres créés partout où il avisera, constater la réalisation des augmentations de capital à concurrence du montant des actions qui seront effectivement souscrites, accomplir, directement ou par mandataire, toutes opérations et formalités liées aux augmentations du capital social et sur sa seule décision et, s'il le juge opportun, imputer les frais des augmentations de capital sur le montant des primes afférentes à ces augmentations et prélever sur ce montant les sommes nécessaires pour porter la réserve légale au dixième du nouveau capital après chaque augmentation ; et

8. Prend acte que la présente délégation prive d'effet toute délégation de compétence antérieure ayant le même objet. La présente délégation de compétence ainsi conférée au Conseil d'Administration est valable pour une durée de 26 mois à compter de la présente Assemblée Générale.

Cette résolution, mise aux voix des actionnaires présents et représentés, est adoptée comme suit :

- ***14.257.381 voix pour ;***
- ***5.354.340 voix contre ;***
- ***257.386 voix d'abstention***

Soit à 72,70 % des voix participant au vote.

Le Président de séance évoque ensuite les raisons et implications des propositions de modifications des statuts de la Société soumises aux votes au titre des projets de résolutions n°26 à 28.

Puis il ouvre la discussion générale sur ce projet de modification.

Personne ne demandant la parole et après avoir au préalable rappelé de façon synthétique leurs objets, le Président de séance met aux voix les résolutions n°26 à 28 inscrites à l'ordre du jour.

VINGT-SIXIEME RESOLUTION

Modification de l'article 4.2 des statuts de la Société à l'effet de compléter la description de sa raison d'être

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des Assemblées Générales Extraordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'Administration et du projet de modification de l'article 4.2 des statuts de la Société, décide de compléter l'article 4.2 des statuts en ajoutant à la fin de l'article le paragraphe suivant :

« La Société entend générer un impact social, sociétal et environnemental positif et significatif dans l'exercice de ses activités. Dans le cadre de cette démarche, le Conseil d'Administration s'engage à prendre en considération (i) les conséquences sociales, sociétales et environnementales de ses décisions sur l'ensemble des parties prenantes de la Société, et (ii) les conséquences de ses décisions sur l'environnement. »

Cette résolution, mise aux voix des actionnaires présents et représentés, est adoptée comme suit :

- **19.186.722 voix pour ;**
- **305.632 voix contre ;**
- **376.753 voix d'abstention**

Soit à 98,43 % des voix participant au vote.

VINGT-SEPTIEME RESOLUTION

Modification de l'article 18 II des statuts de la Société à l'effet de faciliter la tenue des réunions du Conseil d'administration

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des Assemblées Générales Extraordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'Administration et du projet de modification de l'article 18 II des statuts de la Société, décide de supprimer le texte suivant du troisième alinéa du II de l'article 18 :

« Sauf lorsque le Conseil d'Administration est réuni pour procéder aux opérations visées aux articles L.232-1 et L.233-16 du Code de commerce »

Le reste de l'article 18 II des statuts de la Société demeure inchangé.

Cette résolution, mise aux voix des actionnaires présents et représentés, est adoptée comme suit :

- **19.288.162 voix pour ;**
- **294.881 voix contre ;**
- **286.064 voix d'abstention**

Soit à 98,49 % des voix participant au vote.

VINGT-HUITIEME RESOLUTION

Modification de l'article 26 des statuts de la Société à l'effet de supprimer l'obligation statutaire de désigner un ou plusieurs Commissaires aux comptes suppléants

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des Assemblées Générales Extraordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'Administration, de l'article L. 823-1 du Code de commerce et du projet de modification de l'article 26 des statuts de la Société :

1. Décide de modifier les statuts de la Société afin de supprimer l'obligation statutaire de désigner un ou plusieurs Commissaires aux comptes suppléants ;

2. Décide en conséquence de

Supprimer le second alinéa du I de l'article 26 :

« Elle nomme aussi, dans les conditions légales, un ou plusieurs Commissaires aux Comptes suppléants appelés à remplacer les titulaires en cas de décès, de démission, d'empêchement ou de refus de ceux-ci. »

et de le remplacer par le paragraphe suivant :

« Lorsque le Commissaire aux Comptes ainsi désigné est une personne physique ou une société unipersonnelle, un ou plusieurs Commissaires aux Comptes suppléants, appelés à remplacer les titulaires en cas de refus, d'empêchement, de démission ou de décès sont désignés dans les mêmes conditions. »

Le reste de l'article 26 des statuts de la Société demeure inchangé.

Cette résolution, mise aux voix des actionnaires présents et représentés, est adoptée comme suit :

- **19.277.015 voix pour ;**
- **317.752 voix contre ;**
- **274.340 voix d'abstention**

Soit à 98,38 % des voix participant au vote.

Le Président de séance met aux voix enfin la vingt-neuvième et dernière résolution inscrite à l'ordre du jour.

VINGT-NEUVIEME RESOLUTION

Pouvoirs pour l'accomplissement des formalités

L'Assemblée Générale donne tous pouvoirs au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait du procès-verbal de la présente Assemblée Générale pour effectuer toutes les formalités légales ou administratives et faire tous dépôts et publicités prévues par la législation en vigueur relatifs à l'ensemble des Résolutions qui précèdent.

Cette résolution, mise aux voix des actionnaires présents et représentés, est adoptée comme suit :

- **19.373.791 voix pour ;**
- **232.838 voix contre ;**
- **262.898 voix d'abstention**

Soit à 98,81 % des voix participant au vote.

* * *

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, et personne ne demandant plus la parole, la séance est levée à 12 heures.

De tout ce qui précède, il a été dressé le présent procès-verbal, qui, après lecture, a été signé par les membres du bureau.

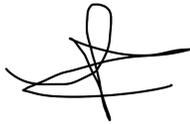
Fait à Lille, le 22 mai 2024.



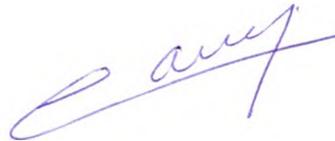
Le Président de séance
Monsieur Jean-François Mouney



Un scrutateur
Madame Sandra Silvestri



Un scrutateur
Madame Stéphanie Damarey



Le Secrétaire
Monsieur Laurent Lannoo